

Karel VEREYCKEN¹



ENTRE DEUX MONDES, L'AFGHANISTAN EN QUÊTE DE SOUVERAINETÉ

Résumé : Trois ans après la « chute de Kaboul » (2021), les Talibans sont toujours au pouvoir et le resteront pour longtemps. Pour sortir du dilemme entre une « position de principe » et une simple « reconnaissance » du régime, l'auteur propose une politique gagnant-gagnant de développement mutuel, créant les conditions d'un lendemain meilleur pour tous.

Mots-clés : Afghanistan, Talibans, Souveraineté, Kaboul, 2021, Position de principe, Reconnaissance, Gagnant-gagnant, Développement mutuel, Bilan, Asie Centrale, Pakistan, États-Unis, Chine, Routes de la Soie, Corruption, Sécurité, Terrorisme, Agriculture, Qosh Tepa, Opium, Trafic de stupéfiants, Infrastructures, Énergie, Ressources minières, Patrimoine culturel.

BETWEEN TWO WORLDS, AFGHANISTAN SEEKING FOR SOVEREIGNTY

Abstract: *Three years after the “fall of Kabul”, the Taliban are still in power and will remain so for a long time. To get out of the dilemma between a “position of principle” and a simple “recognition” of the regime, the author proposes a win-win policy of mutual development, creating the conditions for a better tomorrow for all.*

Key words: *Afghanistan, Taliban, Sovereignty, Kabul, 2021, Position of principle, Recognition, Win-win, Mutual development, Summary, Central Asia, Pakistan, United States, China, Silk roads, Corruption, Security, Terrorism, Agriculture, Qosh Tepa, Opium, Drug trafficking, Infrastructures, Energy, Mineral resources, Cultural heritage.*

IL Y A TROIS ANS, à l'issue de leur offensive lancée en mai, les forces talibanes, après un violent assaut sur Kaboul, cessent le combat et obtiennent de l'occupant un transfert pacifique du pouvoir. Dans l'après-midi du 15 août 2021, le président de la République d'Afghanistan Ashraf Ghani démissionne et quitte le pays, pendant

1. Chercheur honoraire, Institut Schiller (France).

que les Occidentaux évacuent leurs ressortissants par l'aéroport international de Kaboul. Les Talibans reprennent le pouvoir sans combattre, vingt ans après en avoir été chassés.

Parmi les nouveaux dirigeants, plusieurs négociateurs de l'accord dit de Doha, signé le 29 février 2020 entre les États-Unis et les Talibans, à l'hôtel Sheraton de Doha, au Qatar². Ce texte prévoit le retrait de toutes les troupes américaines et de l'OTAN d'Afghanistan, en échange d'un engagement des Talibans à empêcher *Al-Qaïda* d'opérer dans les zones sous contrôle Taliban. Soutenu par la Chine, la Russie et le Pakistan, l'accord est approuvé à l'unanimité par le Conseil de sécurité de l'ONU, bien qu'il n'implique pas le gouvernement afghan³. L'Inde se félicite de l'acceptation du pacte par « le gouvernement et le peuple » afghans.

La question du vice et de la vertu

Puisque le sujet est partout, et chargé d'une forte charge émotionnelle, j'ai choisi de l'aborder d'emblée. En effet, depuis trois ans, la couverture médiatique occidentale sur l'Afghanistan, en éclipsant presque tout le reste, n'a cessé de mettre en exergue les aspects les plus choquants et rétrogrades promus par les dirigeants les plus durs de la mouvance Talibane.

Ainsi, au nom de la *charia* (loi islamique), avec sa « loi sur le vice et la vertu », un courant fondamentaliste extrémiste cherche à priver les femmes d'accès à l'enseignement supérieur, à des secteurs majeurs de l'économie et à la vie publique tout court. C'est inacceptable et surtout un obstacle majeur pour la reconstruction du pays.

La bonne nouvelle, c'est que ces mesures sont assez peu appliquées. Même chez nous, quelques médias finissent par reconnaître que le régime est tout sauf monolithique. Entre les décrets du mollah Haibatullah Akhundzada, l'autorité théologique siégeant à Kandahar (près de la frontière pakistanaise), et les milliers de responsables au niveau du gouvernement, des communes, des villes et des provinces, en

2. *Agreement for Bringing Peace to Afghanistan* (« Accord pour apporter la paix en Afghanistan », également appelé « Accord de Doha »), signé entre les Talibans et les États-Unis, à Doha (Qatar), le 29 février 2020, lien (texte intégral) : https://en.wikisource.org/wiki/Agreement_for_Bringing_Peace_to_Afghanistan (consulté le 30 octobre 2024).

3. « Le Conseil de sécurité de l'ONU entérine à l'unanimité l'accord entre les États-Unis et les talibans », *Le Monde* (avec *AFP*), 10 mars 2020, lien : https://www.lemonde.fr/international/article/2020/03/10/le-conseil-de-securite-de-l-onu-enterine-a-l-unaninite-l-accord-entre-les-etats-unis-et-les-talibans_6032533_3210.html (consulté le 31 octobre 2024).

première ligne sur le terrain pour résoudre les graves problèmes du pays, un monde de différence s'est creusé.

À ce jour, plusieurs gouverneurs refusent tout bonnement d'appliquer cette loi sur le vice et la vertu, et le vice-ministre des Affaires étrangères, Abbas Stanikzai, l'un des principaux négociateurs des Talibans dans l'accord de Doha de 2020 – qui plaide pour une unité renforcée du pays transcendant les différences ethniques et religieuses – s'est publiquement prononcé (et ce n'est pas la première fois) contre les restrictions imposées aux femmes⁴.

La pression venant non pas du monde occidental mais de l'*Organisation de la Coopération Islamique* (OCI) et de nombreux érudits islamiques, fait également son effet. Ces derniers ont exprimé leur désaveu de la ligne dure, et certaines délégations de l'OCI ont snobé les représentants Talibans lors de récentes réunions. Même des membres traditionnellement conservateurs comme l'Arabie saoudite ont critiqué l'interprétation sévère de la *charia* par les Talibans, alléguant qu'il n'y a rien dans le Coran qui vienne étayer l'affirmation selon laquelle la voix de la femme serait une *awrah* (nudité) et qu'elle aurait l'obligation de couvrir entièrement son corps (loi du 22 août 2024)⁵, restant ainsi à l'écart de la vie publique⁶.

La tournée inhabituelle, début septembre, d'Akhundzada dans le nord et l'ouest de l'Afghanistan – visitant huit provinces dont Takhar, Badghis, Balkh et Kunduz – met d'ailleurs en évidence les efforts déployés pour répondre aux dissensions croissantes parmi les fonctionnaires locaux et les chefs tribaux⁷.

4. Rahmati Fidel, "Education key for Afghanistan's development, says Abbas Stanikzai", *Khaama Press News Agency*, 22 février 2024, lien : <https://www.khaama.com/education-key-for-afghanistans-development-says-abbas-stanikzai/> (consulté le 28 octobre 2024).

5. « En Afghanistan, les talibans promulguent une loi pour "promouvoir la vertu" et interdisent notamment aux femmes de chanter en public », *France Info* (avec *AFP*), 24 août 2024, lien : https://www.francetvinfo.fr/monde/afghanistan/en-afghanistan-les-talibans-promulguent-une-loi-pour-promouvoir-la-vertu-et-prevenir-le-vice-et-interdisent-notamment-aux-femmes-de-chanter-en-public_6741736.html (consulté le 31 octobre 2024).

6. Jalliet Aline, « Aline Jalliet, autrice : "En Afghanistan, la voix féminine devient en elle-même une dissidence" », dans *Le Monde* (site internet), 5 septembre 2024, lien : https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/09/05/en-afghanistan-la-voix-feminine-devient-en-elle-meme-une-dissidence_6304516_3232.html (consulté le 28 octobre 2024).

7. Tariq Mohammad Osman, Kakar Palwasha L., "Religious Leaders, Civil Society Oppose Taliban's Vice and Virtue Law", site internet de l'*US Institute of Peace* (USIP), 3 octobre 2024, lien : <https://www.usip.org/publications/2024/10/religious-leaders-civil-society-oppose-talibans-vice-and-virtue-law> (consulté le 28 octobre 2024).

En réalité, à force de vouloir la durcir, la ligne fondamentaliste se fissure et annonce « son propre enterrement », ainsi que l'affirment certains de nos interlocuteurs sur place, à Kaboul comme dans les régions. Contrairement à l'image transmise par les médias occidentaux, cette ligne dure est en train de se couper du peuple et, par réaction, fait paradoxalement grossir les rangs des modérés.

Cette question hautement sensible relève de la souveraineté nationale du pays. Elle ne peut être tranchée que par les Afghans eux-mêmes, mais ne le sera que dans un contexte de réconciliation et de reconstruction nationale, et c'est là que nous pouvons nous rendre utiles. *A contrario*, chercher à isoler à tout prix le régime ne fait que conforter la ligne dure.

Bilan humanitaire

Mis au ban de la communauté occidentale, voyant son PIB chuter de 27 % suite à l'arrêt de l'aide extérieure et héritant d'une situation cataclysmique résultant de plus de quarante ans de guerre, de corruption et de pillage, l'Afghanistan, en dépit d'efforts courageux pour tenter de relancer son économie et de remettre en état ses infrastructures physique et humaines, subit une des pires crises alimentaires, sanitaires et humanitaires de son histoire.

D'après l'UNICEF, environ huit Afghans sur dix boivent de l'eau impropre à la consommation. 93 % des enfants (15,6 millions) vivent dans des zones où l'eau de bonne qualité manque, 94 % des écoles afghanes sont dépourvues d'installations pour le lavage des mains, et 35 % des établissements de soins de santé n'ont pas accès à une eau de qualité. Plus de six Afghans sur dix ne disposent pas d'installations sanitaires de base et cinq Afghans sur dix n'y ont pas accès. Près de 4,2 millions de personnes pratiquent la défécation à l'air libre⁸.

L'indice de la faim dans le monde (IFM) 2024, qui vient d'être publié, qualifie la situation de l'Afghanistan en matière alimentaire de « sérieuse » et classe le pays 116^e sur 127, ce qui représente un recul par rapport à la 114^e place qu'il occupait l'année dernière. Selon l'IFM, 30,4 % de la population afghane souffre de malnutrition et 5,8 % des enfants meurent avant d'atteindre l'âge de 5 ans⁹.

8. "Afghanistan. WASH on the Brink" (rapport), New York, *UNICEF* (United Nations Children's Fund), 2022, 8 p., lien : <https://www.unicef.org/media/118356/file/%20UNICEF%20Afghanistan%20WASH%20on%20the%20Brink%202022.pdf> (consulté le 28 octobre 2024).

9. « Afghanistan », sur le site internet *Global Hunger Index* (Indice global de la faim), lien : <https://www.globalhungerindex.org/afghanistan.html> (consulté le 28 octobre 2024).

Pour la période allant de juillet à décembre 2024, le Programme alimentaire mondial (PAM) déplore qu'« *une grave crise de financement met en péril les progrès réalisés depuis 2021* ». Le PAM « *ne peut venir en aide qu'à 1 million de personnes souffrant de la faim, ce qui laisse un vide de 11 millions de personnes dans le besoin, qui ne recevront pas d'aide alimentaire d'urgence en raison du manque de financement* ». Le PAM a besoin de 617 millions de dollars pour soutenir tous ses programmes jusqu'en décembre 2024, y compris le pré-positionnement de vivres pour l'hiver prochain¹⁰.

En août, un groupe d'ONG a tiré la sonnette d'alarme via le site *web* du Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC). L'appel, publié sur le site de *Care International*, souligne qu'« *au 13 août 2024, l'appel de fonds humanitaires pour 2024 n'a reçu que 25 % des fonds demandés* ». Faute de financement, « *cette année déjà, 343 équipes de santé mobiles ont fermé leurs portes, soit 52 % d'entre elles. Cela a eu un impact significatif sur la réponse sanitaire et nutritionnelle, les populations n'étant pas en mesure d'accéder aux services essentiels de survie. Avec 12,4 millions de personnes confrontées à une insécurité alimentaire aiguë, la situation devrait s'aggraver, privant plus d'un demi-million d'enfants malnutris d'une alimentation vitale. Les mères sont également touchées de manière disproportionnée ; elles sont généralement les dernières à manger et celles qui mangent le moins* »¹¹.

Les sécheresses, les tremblements de terre (2023), les inondations (2024) et le retour du Pakistan de 680 000 réfugiés afghans depuis septembre 2023, ne sont qu'une partie de l'équation. Alors que c'est grâce aux accords de développement économique conclus avec la Chine et d'autres voisins que l'Afghanistan *ne s'est pas effondré*, une ligne dure en Occident prétend que c'est le peu d'aide humanitaire occidentale restante qui a maintenu les Talibans au pouvoir et qu'il faut donc l'arrêter totalement...

L'année dernière, William Byrd, conseiller principal sur l'Afghanistan à l'Institut américain pour la paix (United States Institute for Peace – USIP), se plaignait

10. « Afghanistan », sur le site internet du *Programme alimentaire mondial (PAM)*, lien : <https://fr.wfp.org/emergencies/urgence-en-afghanistan> (consulté le 28 octobre 2024).

11. “Three years On : Afghans are paying the price for the world's neglect”, site internet de *Care International*, 13 août 2024, lien : <https://www.care-international.org/news/three-years-afghans-are-paying-price-worlds-neglect> (consulté le 28 octobre 2024). Appel d'Action contre la faim (ACF), CARE International (CARE), Danish Refugee Council (DRC), International Rescue Committee (IRC), INTERSOS, Islamic Relief Worldwide (IRW), Norwegian refugee Council (NRC), People in Need (PiN), Save the Children International, et World Vision International (WVI).

que « *les Talibans ont perçu d'importants revenus – jusqu'à 2 milliards de dollars par an – malgré l'affaiblissement de l'économie afghane* »¹².

« *Si l'aide internationale assume des coûts qui pourraient être couverts par les recettes nationales, elle libère des fonds dans le budget national des Talibans pour d'autres usages, tels que les prisons, le bureau de l'émir et le secteur de la sécurité, où les dépenses sont importantes.* » Par conséquent, conclut M. Byrd, « *en soutenant l'économie afghane, l'aide humanitaire actuelle – y compris les envois de fonds de l'ONU – profite indirectement au régime taliban* ».

Ce qu'il faut, dit Byrd, c'est un « *plan pour une trajectoire prévisible et progressivement décroissante de l'aide...* »¹³.

L'accent mis sur les violations des droits des femmes offre le prétexte parfait pour justifier une telle réduction d'aide, alors qu'elles en subiront autant, sinon plus que les Talibans, les conséquences.

Dans une tribune publiée en août, des ONG dénoncent « *l'approche isolationniste de la plupart des pays donateurs, [car elle] ne permet pas de trouver des solutions durables aux problèmes auxquels est confronté le peuple afghan, en particulier les enfants, les femmes, les groupes ethniques et les autres groupes marginalisés* ».

Bilan économique

En 2023 pourtant, à propos de la situation économique, le même Pr. Byrd, de l'USIP, dressait un bilan plutôt nuancé : « *En dépit de quelques faux pas, les Talibans ont fait le travail mieux qu'on ne l'attendait au niveau de la gestion économique* », comme le démontrent une monnaie stable, un faible taux d'inflation, l'impôt entrant dans les caisses de l'État et une hausse des exportations. Rien à voir, dit-il, avec la (non-)gouvernance talibane de 1996 et 2001, lorsque le gouvernement était incapable de collecter l'impôt, avait perdu le contrôle de sa monnaie et que l'hyperinflation faisait des ravages¹⁴.

Avec le recul, il est presque miraculeux que le régime ait survécu à l'énorme choc qui a suivi la prise de Kaboul en août 2021 et qui aurait mis à genoux des régimes

12. Byrd William, "Two years into Taliban Rule, New Shocks Weaken Afghan Economy", *US Institute of Peace* (USIP), 10 août 2023, lien : <https://www.usip.org/publications/2023/08/two-years-taliban-rule-new-shocks-weaken-afghan-economy> (consulté le 28 octobre 2024).

13. *Ibidem.*, Byrd William...

14. *Ibid.*, Byrd William...

bien plus solides. En effet, quel État aurait survécu à une chute de 20 à 25 % de son PIB, provoquée par les conséquences combinées de :

- l'arrêt immédiat de l'aide extérieure (8 milliards de dollars par an, 40 % du PIB) ;
- des fuites de capitaux de l'ordre de 5 milliards par an ;
- l'effondrement de son secteur bancaire avec plusieurs dépôts de bilan ;
- son exclusion du système de paiement occidental SWIFT ;
- les sanctions américaines, onusiennes et européennes contre les dirigeants Talibans, inscrits pour la plupart sur la liste des terroristes activement recherchés, et donc fortement limités dans leurs déplacements ;
- le gel des 9,5 milliards de dollars d'avoirs de la Banque centrale afghane par la Réserve fédérale (FED) américaine et les banques européennes ;
- la présence sur le territoire afghan de mouvances terroristes, alimentées par les services secrets de pays voisins (et lointains) pariant sur le chaos ;
- la non-reconnaissance du régime, affaiblissant la viabilité juridique de tout investissement étranger ;
- une population de 40 millions d'habitants dont, selon le Programme Alimentaire Mondial (PAM) de l'ONU, 12,4 millions souffrent de faim aiguë (une situation héritée de l'ancien régime) et 19,7 millions (50 % de la population totale) souffrent d'insécurité alimentaire.

Si M. Byrd ne trouve que des « faux pas » (interdiction du pavot, collecte d'impôts et injustice faite aux femmes), plus réaliste, Roza Otunbayeva, la cheffe de la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (MANUA), estime que ceux qui montent en épingle la répression des droits des femmes, tentent de cacher « *certaines conséquences positives d'autres mesures prises par les Talibans* », en particulier, « *la diminution de la culture de l'opium, la réduction de la corruption de haut niveau, une relative stabilité de l'économie marquée par un ralentissement de l'inflation et des taux de change stables, et des rentrées fiscales suffisantes pour payer les salaires des 500 000 fonctionnaires* »¹⁵.

15. « Afghanistan : les interdictions imposées aux femmes perturbent le travail des Nations Unies mais aussi les chances des Talibans de sortir de leur isolement » (compte-rendu), 9354^e séance (matin) du Conseil de Sécurité de l'ONU, CS/15330, site internet des *Nations Unies* (Couverture des réunions & communiqués de presse), 21 juin 2023, lien : <https://press.un.org/fr/2023/cs15330.doc.htm> (consulté le 28 octobre 2024).

Bilan diplomatique et initiatives internationales

Pour la majorité des pays voisins, d'Asie centrale, d'Asie du Sud et d'Eurasie, qui raisonnent d'une façon pragmatique et ont parfois un meilleur sens que de nombreux Occidentaux de leurs intérêts à long terme, l'Afghanistan, depuis des millénaires passage des routes de la soie et « une île » à cause de son enclavement, est la clé pour relever trois défis majeurs : celui de la sécurité et de la lutte anti-drogue ; celui de la connectivité régionale ; et celui des ressources en minerais et terres rares (fer, cuivre, lithium, etc.). Pour ces trois raisons et bien d'autres, un Afghanistan prospère et stable est dans l'intérêt de tous.

C'est dans cet esprit que la Chine comme les Émirats ont, sans pour autant reconnaître Kaboul, accrédité chez eux ses ambassadeurs et installé les leurs dans la capitale afghane. Le Kazakhstan a retiré les Talibans de la liste des mouvements terroristes et la Russie s'apprête à en faire autant. Des émissaires et consuls afghans sont au travail au Qatar, en Iran, au Turkménistan et ailleurs. Kaboul dispose de 39 ambassades fonctionnelles dans le monde.

Dans l'intérêt de tous, le moment est venu de reconstruire ce qu'on appelait jadis « la diplomatie ». Une nation peut reconnaître un État, sans pour autant en approuver le régime, car il est tout simplement dans son intérêt bien compris que certaines questions puissent se régler ensemble. Lorsqu'en 1964, le général De Gaulle reconnut la République populaire de Chine, c'était dans l'intérêt de la France de sortir le monde de la logique des blocs. Personne n'oserait croire que le Général se ralliait ainsi aux thèses malthusiennes de Mao et à sa Révolution culturelle, ni ne cherchait à les légitimer ! Mais ça, c'était hier, avant la « militarisation » néfaste de nos services diplomatiques.

Initiatives nationales

Depuis 2021, le nouveau gouvernement afghan a survécu en louvoyant entre deux mondes, l'un radicalement hostile, l'autre, celui de la diaspora et des BRICS, pragmatique et coopérateur. C'est dans ce contexte que se situe la démarche de l'auteur qui, en tant qu'expert des questions hydrologiques et de patrimoine historique à l'Institut Schiller, a été sollicité par des expatriés afghans, regroupés dans le Centre de recherche et développement Ibn Sina, pour participer à l'élaboration d'un plan d'ensemble de reconstruction de l'Afghanistan. La proposition programmatique issue de ces travaux a été largement présentée et débattue avec quelque six cents participants, responsables à tous les niveaux du gouvernement et de la société civile,

hommes et femmes, lors d'une grande conférence qui s'est tenue à Kaboul début novembre 2023. Voici quelques-unes des grandes initiatives nationales proposées :

A) Faire reculer la corruption

Montrant qu'un grand mal peut susciter un bien supérieur, plusieurs analystes estiment qu'avec la forte réduction de l'aide extérieure et la fin de la culture du pavot, la « *corruption de haut niveau* », comme le formule la représentante de l'ONU, s'est effondrée d'autant.

Rappelons qu'après les attentats du 11 septembre 2001, les États-Unis avaient envahi l'Afghanistan sans vouloir y déployer trop de *boys*. Pour combattre le terrorisme, ils décidèrent d'enrôler les « seigneurs de la guerre », ceux-là mêmes que les Talibans, bien décidés à éradiquer la culture du pavot à opium, avaient écartés du pouvoir. À coups de millions de dollars, les États-Unis vont donc acheter ces seigneurs de la guerre et du pavot, une pratique qui, au fil des ans, va prendre une ampleur ahurissante. Le bilan ? La guerre aurait coûté aux États-Unis la somme prodigieuse de 1500 milliards de dollars, bien plus que tout ce qu'a investi la Chine dans les « Nouvelles Routes de la soie », le plus grand projet d'investissement dans les infrastructures de l'histoire¹⁶.

B) Favoriser la sécurité, lutter contre le terrorisme

Raconter l'histoire du terrorisme dans la région prendrait de longues pages. Rappelons simplement que dans le cadre de la Guerre froide, Américains (CIA) et Britanniques (Margaret Thatcher) ont financé, à travers les services secrets pakistanais (ISI) et saoudiens, une nuée de mouvements djihadistes en vue de battre les Soviétiques en Afghanistan (1979-1989). Investissant les subsides reçus dans le trafic d'héroïne et pour asseoir leur pouvoir personnel, ces mouvances deviendront assez rapidement un redoutable monstre de Frankenstein, échappant régulièrement au contrôle de ses maîtres. Que ce soit avec *Daech* ou *Al-Qaïda*, dans le « Londonistan », à Molenbeek en Belgique ou au Bataclan à Paris, l'héritage des *afghantsi*, instrumentalisé par les uns et les autres, s'est répandu comme un poison mortel dans le monde.

Cependant, personne n'ignore l'alliance secrète entre les services secrets pakistanais, opérant souvent par procuration pour leurs maîtres britanniques, et le

16. Lema Louis, « Corruption, mensonges et incohérences : la déroute de la guerre en Afghanistan », *Le Temps* (site internet), 12 décembre 2019, lien : https://www.letemps.ch/monde/moyenorient/corruption-mensonges-incoherences-deroute-guerre-afghanistan?srsId=AfmBOor1LyPetomI5FjdB9wuZPOKrKD28jH3SO-ley-Bvk_3ZY6M0COh (consulté le 28 octobre 2024).

terrorisme islamiste. Il serait temps que le Pakistan nettoie ses écuries d'Augias. Une étude de l'*European Foundation for South Asian Studies* (EFSAS) est explicite :

« *La puissante agence de renseignement pakistanaise, l'Inter-Services Intelligence (ISI), dirigeait secrètement les programmes de renseignement militaire en Afghanistan avant l'invasion du pays par l'Union soviétique en 1979. Au début des années 1980, à la suite de l'opération Cyclone de l'Agence centrale des États-Unis (CIA), un programme visant à armer et à financer les guerriers djihadistes en Afghanistan, le Pakistan a systématiquement coordonné l'acheminement et la distribution d'armes et de moyens financiers aux groupes terroristes, souvent les plus rétrogrades et les plus extrémistes des moudjahidines.* »¹⁷

Enfin, bien qu'ayant dépassé le délai réglementaire de trente ans, le Royaume-Uni persiste dans son refus de déclassifier un ensemble de documents de l'époque Thatcher, qui pourrait permettre d'établir les responsabilités exactes des puissances ayant parrainé le monstre¹⁸.

C) Améliorer l'agriculture grâce au canal de Qosh Tepa

Aujourd'hui, et quoi qu'on pense du régime, au sortir de 40 ans de guerre par procuration pour le compte des Soviétiques et des Américains, les Afghans ont décidé de prendre leur destin en main. Plus que jamais, ils sont déterminés à reconstruire leur pays et à donner un avenir à leurs enfants, notamment en rendant l'eau disponible pour les habitants, la santé et l'agriculture.

Avec un volontarisme exemplaire, en mars 2022, le gouvernement afghan, par l'intermédiaire de son groupe public de construction, la *National Development Company* (NDC), a engagé 684 millions de dollars de son budget dans un grand projet d'infrastructure fluviale, le canal de Qosh Tepa. Imaginé il y a cinquante ans par les Afghans, suspendu depuis l'invasion soviétique mais réétudié par les États-Unis en 2018, il ne s'agit pas d'une lubie talibane¹⁹.

17. "Pakistan Army and Terrorism; an unholy alliance", site internet de l'*European Foundation for South Asian Studies* (EFSAS), Août 2017, lien : <https://www.efsas.org/publications/study-papers/pakistan-army-and-terrorism%3B-an-unholy-alliance/> (consulté le 28 octobre 2024).

18. Miller Phil, "Margaret Thatcher's support for Afghan jihadists covered up by UK censors", *Declassified UK* (site internet), 8 septembre 2021, lien : <https://www.declassifieduk.org/margaret-thatchers-support-for-afghan-jihadists-covered-up-by-uk-censors/> (consulté le 28 octobre 2024).

19. USAID, "Feasibility Study Khush Tepa Irrigation Canal Ceremony Held" (communiqué), *Reliefweb* (site internet), 10 décembre 2018, lien : <https://reliefweb.int/report/afghanistan/feasibility-study-khush-tepa-irrigation-canal-ceremony-held-endari> (consulté le 28 octobre 2024).

En moins d'une semaine, plus de 7000 chauffeurs ont afflué des quatre coins du pays pour travailler jour et nuit sur la première section du canal, dont la première phase a été achevée en un temps record.

Selon la FAO, 62,5 % de l'eau de l'Amou-Daria provient du Tadjikistan, 27,5 % de l'Afghanistan, 6,3 % de l'Ouzbékistan, 1,9 % du Kirghizistan et 1,9 % du Turkménistan. Le fleuve irrigue 469 000 hectares de terres agricoles au Tadjikistan, 2 000 000 au Turkménistan et 2 321 000 en Ouzbékistan. Il est donc normal que l'Afghanistan exploite une partie des eaux du fleuve pour relancer sa production agricole défaillante. À cela s'ajoute qu'aucun traité international ne le lui interdit.

En captant une partie des eaux de l'Amou-Daria, ce nouveau canal de 285 kilomètres de long permettra à terme d'irriguer 550 000 ha de terres arides. En octobre 2023, le premier tronçon de 108 kilomètres a été mis en eau. La production agricole a été relancée pour consolider les berges et 250 000 emplois ont été créés. Pour le pays, l'objectif est de doubler sa production de blé et de devenir un exportateur net de céréales.

La réaction occidentale au lancement du projet de canal fut déplorable. Accusé de tous les maux, il affame les voisins, donne la migraine aux diplomates et sème la discorde.

D) Éradiquer la culture d'opium

En avril 2022, le gouvernement afghan a statué que la consommation, la culture et la vente de narcotiques sont contraires à la *charia*. Un décret interdit la « culture du pavot et de tous les types de stupéfiants ».

D'après le rapport d'octobre 2023 de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), en Afghanistan, la culture du pavot et la production d'opium ont considérablement diminué partout, et presque entièrement dans certaines provinces où le pavot à opium était cultivé illicitement depuis de nombreuses années.

« À l'échelle nationale, la superficie cultivée a diminué de 95 % pour atteindre seulement 10800 hectares, ce qui indique que les agriculteurs respectent l'interdiction annoncée en avril 2022. Résultat : la production d'opium est passée de 6200 tonnes en 2022 à 333 tonnes en 2023. Cela a donc réduit l'offre d'opium et d'héroïne de qualité pour l'exportation lors de la récolte de 2023. »²⁰

20. "Afghanistan opium survey 2023" (étude), *United Nations Office on Drugs and Crime* (UNODC), Novembre 2023, 58 p., lien : https://www.unodc.org/documents/crop-monitoring/Afghanistan/Afghanistan_opium_survey_2023.pdf (consulté le 28 octobre 2024).

Pour le Pr William Byrd (encore lui), cette « *interdiction réussie de l'opium par les Talibans est une mauvaise nouvelle pour les Afghans et le monde* »²¹.

Précisons qu'en 2022, les autorités afghanes ont également déployé des efforts considérables pour lutter contre l'éphédrine, principal ingrédient de l'industrie florissante de méthamphétamine en Afghanistan. Ces actions ont envoyé des signaux forts à la population rurale avant la saison de plantation de l'automne 2022. Campagnes de sensibilisation et menaces ont effectivement dissuadé la plantation de pavot dans le sud et le sud-ouest du pays.

« *Le choc économique provoqué par l'interdiction de l'opium est énorme* », s'indigne M. Byrd. Un tantinet hypocrite de la part de cet ancien haut responsable de la Banque mondiale, qui ne doit pas ignorer que la production brute d'opium représentait pour l'Afghanistan moins de 2 % de son PIB en 2019, soit 350 millions de dollars, alors que la vente d'héroïne rapportait plus de 20 milliards de dollars sur le marché européen ! Autrement dit, les revenus de l'opium afghan sortaient massivement du pays sans réellement profiter aux Afghans...

Lors de la conférence du Centre de R&D Ibn Sina, en novembre 2023, Pino Arlacchi, ancien chef de l'ONU DC (1997-2001), qui, travaillant en coopération avec les Talibans à partir de 1999, avait pratiquement réussi à éliminer ce poison en 2001, a appelé la communauté internationale à se mobiliser pour soutenir les agriculteurs afghans. Sans soutien, l'effort en cours est condamné à l'échec.

Dans un mémorandum, Marcia Merry Baker et Bob Baker, deux experts agricoles de l'Institut Schiller, ont esquissé les principes d'une politique d'accompagnement : « *Le concept de base est de permettre aux agriculteurs de cultiver rentablement des cultures de substitution (blé, grenade, safran, cumin, hing, etc.), de démarrer ou d'étendre des plantations de noyers, des vergers de pommes, poires, abricots et fruits à noyaux, ainsi que des légumes, des raisins, des melons, etc.* ». Pour cela, on a besoin « *de meilleures semences, d'engrais, de systèmes d'irrigation de meilleure qualité, de silos de stockage, etc.* »²²

21. Byrd William, "The Taliban's Successful Opium Ban is Bad for Afghans and the World", *US Institute of Peace* (USIP), 8 juin 2023, lien : <https://www.usip.org/publications/2023/06/talibans-successful-opium-ban-bad-afghans-and-world> (consulté le 28 octobre 2024).

22. Merry Baker Marcia, Baker Bob, Vereycken Karel, "Afghanistan 2024 Strategic Investment Outlook, Sovereignty and Security in the era of Eurasian Integration", Juillet 2024.

E) *Connectivité*

Routes

Les infrastructures routières ont besoin d'être considérablement améliorées. Sur les 35 000 kilomètres de routes que compte le pays, seuls quelque 18 000 sont goudronnés. Des travaux sont en cours et, à ce jour, les 20 villes les plus importantes ont des routes goudronnées. Parmi les initiatives gouvernementales, la modernisation du tunnel de Salang et la création d'un deuxième tunnel (2700 mètres) afin de relier la capitale au nord du pays. À noter également, comme étape préparatoire, l'achèvement fin août des travaux de terrassement d'une route en terre battue, dans le corridor de Wakhan (environ 350 kilomètres), reliant directement l'Afghanistan à la Chine.

Ferroviaire

Sur le plan ferroviaire, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Chine et surtout l'Ouzbékistan œuvrent à la construction du chemin de fer transafghan, un projet estimé entre 5 et 8 milliards de dollars, reliant l'Ouzbékistan au Pakistan via l'Afghanistan. Partant de Termiz en Ouzbékistan, le tracé passera par Mazar-e-Sharif, Kaboul et Torkham, pour être enfin relié au port pakistanais de Karachi via Peshawar et Rohri. Le gain de temps sera substantiel puisqu'il permettra de réduire le temps de transport de 35 jours à seulement 3 à 5 jours, réduisant de près des deux tiers les coûts de transport pour les conteneurs standard²³.

Gaz

Le Kazakhstan a également exprimé son intérêt à participer à la construction du gazoduc Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde (TAPI). Selon le vice-ministre, des négociations sont déjà en cours avec la partie turkmène concernant la participation éventuelle du Kazakhstan à ce projet. D'une longueur totale de 1814 kilomètres, le grand gazoduc TAPI doit traverser les territoires de quatre États : Turkménistan (214 kilomètres), Afghanistan (774 kilomètres), Pakistan (826 kilomètres, jusqu'à la frontière avec l'Inde). Les travaux avancent²⁴.

23. "Uzbek Minister: Trans-Afghan railway to take at least five years to complete", *Amu TV* (site internet), 20 octobre 2024, lien : <https://amu.tv/131650/> (consulté le 28 octobre 2024).

24. "Kazakhstan intends to participate in construction of TAPI gas pipeline", *Azernews* (site internet), 22 octobre 2024, lien : <https://www.azernews.az/region/232895.html> (consulté le 28 octobre 2024).

Électricité

Le projet CASA-1000, qui vise à relier les systèmes énergétiques du Kirghizistan et du Tadjikistan à ceux de l'Afghanistan et du Pakistan a été relancé. Grâce aux pluies de printemps et d'été et à l'important débit d'eau provenant des montagnes, le Kirghizistan et le Tadjikistan, riches en hydroélectricité, produisent un surplus d'électricité pendant l'été. Dans le même temps, leurs voisins d'Asie du Sud, l'Afghanistan et le Pakistan, connaissent des pénuries chroniques d'électricité, en particulier pendant les mois d'été. En reliant les quatre pays par un réseau de transport d'électricité commun, le Kirghizistan et le Tadjikistan pourront vendre, à l'Afghanistan et au Pakistan jusqu'à 1 300 mégawatts de leur électricité excédentaire produite par l'hydroélectricité pendant les mois d'été. Le projet est en bonne voie²⁵.

Transports

- Port de Chabahar

Dans le cadre d'un rapprochement entre l'Iran et l'Afghanistan, le gouvernement Taliban a annoncé en mars un investissement de 35 millions de dollars dans le port iranien de Chabahar, au sud du pays, une destination prisée des investisseurs indiens qui espèrent ainsi atteindre l'Asie centrale sans passer par le Pakistan. Cette annonce fait suite à la visite d'une délégation afghane de haut niveau à Téhéran.

Ce projet renforcera les capacités commerciales du pays et lui donnera un meilleur accès aux voies navigables internationales. Ainsi que l'a confirmé Hassan Kazemi Qomi, ambassadeur d'Iran en Afghanistan : « Grâce à un investissement de 35 millions de dollars, la construction de divers projets a commencé, notamment un complexe commercial et industriel. » À quoi s'ajoutera un gratte-ciel résidentiel de 25 étages et une zone économique spéciale pour l'Afghanistan dans le port, ce qui devrait entraîner une augmentation du volume des échanges entre les deux pays. Tout en développant ses relations avec la Chine et le Pakistan, l'Afghanistan sait diversifier ses échanges²⁶.

25. Kwan Sergey, "Kyrgyzstan and Tajikistan to Test Facilities Prior to Launch of CASA-1000", *The Times of Central Asia* (site internet), 12 août 2024, lien : <https://timesca.com/kyrgyzstan-and-tajikistan-to-test-facilities-prior-to-launch-of-casa-1000/> (consulté le 28 octobre 2024).

26. Mehmood Arshad, "Afghanistan Invests \$35M in Iran's Chabahar Seaport, Fueling Economic Shift by Extending Trade Connections That Bypass Pakistan", *The Media Line* (site internet), 14 mars 2024, lien : <https://themedialine.org/by-region/afghanistan-invests-35m-in-irans-chabahar-seaport-fueling-economic-shift-by-extending-trade-connections-that-bypass-pakistan/> (consulté le 28 octobre 2024).

- Port de Gwadar

Beijing tient beaucoup à son projet de « Corridor économique Chine-Pakistan » (*China Pakistan Economic Corridor*, ou CPEC), auquel l'Afghanistan peut contribuer utilement. Pour la Chine, transporter vers l'Europe, son premier marché à l'exportation, des biens fabriqués à l'intérieur du pays reste nettement moins onéreux en passant par le port de Gwadar, au Pakistan, plutôt que par celui de Shanghai. Pour garantir que ce projet aboutisse, la Chine s'emploie également à calmer les tensions entre le Pakistan et l'Inde qui, dans le cadre de leur différend au sujet du Cachemire, ont fait de l'Afghanistan l'arrière-cour de leurs rivalités.

F) Étendre les activités minières

L'Afghanistan compte plus de 1 400 gisements de minéraux (or, barytine, chromite, charbon, cuivre, minerai de fer, plomb, gaz naturel, pétrole, sel, soufre, lithium, talc et zinc), ainsi que de nombreuses pierres précieuses et semi-précieuses (émeraude, lapis-lazuli, grenat rouge et rubis).

Selon une étude conjointe du Pentagone et du *United States Geological Survey* (USGS), l'Afghanistan possède des minéraux inexploités pour une valeur estimée entre 1 000 et 3 000 milliards de dollars. C'est « *l'Arabie saoudite du lithium* », affirme l'étude. Le sous-sol afghan est si riche que les réserves de métal blanc, ingrédient indispensable à la fabrication des batteries de voitures électriques, étaient à l'époque estimées à près de 1 000 milliards de dollars. En mars 2023, le gouvernement afghan rapportait qu'une société chinoise s'appêtait à investir 10 milliards de dollars dans ce secteur²⁷.

L'Afghanistan possède six mines de lapis-lazuli, dont la plus importante est située dans la province de Badakhshan. Quant au cuivre, il en existe environ 12 mines, dont le gisement d'Aynak, dans la province de Logar. Depuis août 2021, selon la presse financière anglaise, 200 concessions minières ont été attribuées à des investisseurs étrangers²⁸.

Depuis 2012, l'Afghanistan exploite les hydrocarbures du bassin de l'Amou-Daria, qui s'étend sur l'Afghanistan et le Tadjikistan et qui contiendrait 962 millions

27. "Chinese company proposes \$10bn investment in Afghan lithium reserves", site internet *The Cradle* (News Desk), 15 avril 2023, lien : <https://thecradle.co/articles-id/697> (consulté le 28 octobre 2024).

28. "How the Taliban took over Afghanistan's mines", *The Financial Times* (site internet), 26 juin 2024, lien : <https://ig.it.com/afghan-mining/> (consulté le 28 octobre 2024). Article réservé aux abonnés du FT.

de barils de pétrole brut et 52025 milliards de pieds cubes de gaz naturel, selon l'évaluation réalisée en 2011 par l'Institut géologique des États-Unis (*U.S. Geological Survey*).

En 2023, la société chinoise *Xinjiang Central Asia Petroleum and Gas Co.*, ou CAPEIC, a signé avec les autorités talibanes un contrat d'extraction de pétrole qui prévoit de creuser 22 puits supplémentaires en Afghanistan cette année, afin de porter la production quotidienne à plus de 2000 tonnes, soit environ 15 000 barils²⁹.

G) Protéger le patrimoine culturel

En guise de conclusion, quelques mots sur la préservation du patrimoine culturel (de l'humanité) sur le sol afghan.

D'après les graphiques présentés par Yves Ubelmann, fondateur de l'ICONEM (entreprise technologique spécialisée en numérisation 3D de sites patrimoniaux), à l'occasion du colloque « L'eau, un combat vital pour l'Afghanistan », le 19 octobre 2024 à Paris, les données satellitaires permettent de constater que le pillage des sites archéologiques, pratiqué à une échelle industrielle en Irak et en Syrie par *Daech* et *Al-Qaida*, a fortement reculé en Afghanistan depuis 2021. Des observations recueillies grâce aux mêmes technologies indiquent que le gouvernement Taliban a même rectifié le trajet du canal Qosh Tapa afin d'éviter que les travaux d'infrastructures n'endommagent un site archéologique situé sur le tracé initial. « *Rassurant* », a commenté Yves Ubelmann.

Par ailleurs, en 2023, un éminent archéologue afghan nous avait confié une information réfutant l'image déplorable accolée aux Talibans, celle de la destruction, en 2001, des bouddhas géants de la vallée de Bamiyan. Participant depuis une décennie aux fouilles de Mes Aynak (à 35 kilomètres de Kaboul), un complexe monastique bouddhique ancien surplombant le deuxième plus grand gisement de cuivre du monde, cet expert sait de quoi il parle.

Suite aux dernières discussions entre les autorités afghanes et la *Metallurgical Corp of China* (MCC), auxquelles il avait assisté fin octobre 2023, il s'est dit heureux de pouvoir annoncer que le dossier s'achemine vers une issue favorable. Alors que la Chine et les autres pays des BRICS ont grand besoin du précieux métal pour

29. Dawi Akmal, "Afghan Oil Production Jumps With \$49 Million Chinese Investment", site internet de *Voice of America* (VOA), 6 février 2024, lien : <https://www.voanews.com/a/afghan-oil-production-jumps-with-49-million-chinese-investment-17473728.html> (consulté le 28 octobre 2024).

leur développement industriel, l'exploitation de la mine pourrait fournir une manne conséquente dont l'Afghanistan a urgemment besoin pour financer sa reconstruction. Or, selon notre interlocuteur, la société chinoise s'est engagée à gérer la totalité du site (et non plus une partie seulement) par des méthodes d'exploitation minière souterraine, préservant ainsi de la destruction l'ensemble des vestiges historiques situés en surface.

Deux éléments viennent de conforter cette évolution. D'abord, la déclaration signée le 31 janvier 2024 par le ministre de la Culture et de l'Information, Mawlawi Atiqullah Azizi, selon laquelle il s'engage à « *préservé l'ensemble du patrimoine culturel afghan, aussi bien tangible que non-tangible, islamique ou pré-islamique* ». Ce qu'a confirmé tout récemment Melissa Grondlund, qui a interrogé M. Azizi pour la revue *Art Newspaper* :

« Notre stratégie à long terme pour Mes Aynak prévoit la protection totale du site », a déclaré Mawlawi Atiqullah Azizi, vice-ministre afghan de la Culture et de l'Information, à The Art Newspaper. « L'exploitation minière sera réalisée à l'aide de techniques souterraines, qui seront maintenues jusqu'à la fin du processus d'exploitation. Aucun dommage ne sera causé aux vestiges au cours de l'extraction minière »³⁰

Dans la même perspective, Philippe Marquis, ancien directeur de la DAFA (délégation des archéologues français en Afghanistan), a rapporté avoir été sollicité par plusieurs acteurs de la région pour imaginer les contours d'un plan permettant de faire de Mes Aynak une destination touristique. Une possibilité, pourvu que le plan de dépollution des eaux usées par l'exploitation minière soit pris au sérieux, ce qui semble être le cas, puisque les évaluations techniques et scientifiques à cet effet ont été lancées.

Espérons que cette évolution marquera un véritable tournant, ouvrant une perspective nouvelle que nous sommes nombreux à saluer. L'on verra ainsi l'Afghanistan autant que la Chine s'ériger en défenseurs du patrimoine culturel de l'humanité, tout en continuant, par le biais du développement économique et industriel, à apporter la prospérité à tous. ■

30. Grondlund Melissa, "Taliban pledges to protect Buddhist city by mining underground", *The Art Newspaper* (site internet), 9 octobre 2024, lien : <https://www.theartnewspaper.com/2024/10/09/taliban-pledges-to-protect-buddhist-city-by-mining-underground> (consulté le 28 octobre 2024).

Éléments bibliographiques

- « Afghanistan : les interdictions imposées aux femmes perturbent le travail des Nations Unies mais aussi les chances des Talibans de sortir de leur isolement » (compte-rendu), 9354^e séance (matin) du Conseil de Sécurité de l'ONU, CS/15330, site internet des *Nations Unies* (Couverture des réunions & communiqués de presse), 21 juin 2023, lien : <https://press.un.org/fr/2023/cs15330.doc.htm> (consulté le 28 octobre 2024).
- « Afghanistan opium survey 2023 » (étude), *United Nations Office on Drugs and Crime* (UNODC), Novembre 2023, 58 p., lien : https://www.unodc.org/documents/crop-monitoring/Afghanistan/Afghanistan_opium_survey_2023.pdf (consulté le 28 octobre 2024).
- « Afghanistan », sur le site internet du *Programme alimentaire mondial (PAM)*, lien : <https://fr.wfp.org/emergencies/urgence-en-afghanistan> (consulté le 28 octobre 2024).
- « Aghanistan », sur le site internet *Global Hunger Index* (Indice global de la faim), lien : <https://www.globalhungerindex.org/afghanistan.html> (consulté le 28 octobre 2024).
- « Afghanistan. WASH on the Brink » (rapport), New York, *UNICEF* (United Nations Children's Fund), 2022, 8 p., lien : <https://www.unicef.org/media/118356/file/%20UNICEF%20Afghanistan%20WASH%20on%20the%20Brink%202022.pdf> (consulté le 28 octobre 2024).
- *Agreement for Bringing Peace to Afghanistan* (« Accord pour apporter la paix en Afghanistan », également appelé « Accord de Doha »), signé entre les Talibans et les États-Unis, à Doha (Qatar), le 29 février 2020, lien (texte intégral) : https://en.wikisource.org/wiki/Agreement_for_Bringing_Peace_to_Afghanistan (consulté le 30 octobre 2024).
- Byrd William, « The Taliban's Successful Opium Ban is Bad for Afghans and the World », *US Institute of Peace* (USIP), 8 juin 2023, lien : <https://www.usip.org/publications/2023/06/talibans-successful-opium-ban-bad-afghans-and-world> (consulté le 28 octobre 2024).
- Byrd William, « Two years into Taliban Rule, New Shocks Weaken Afghan Economy », *US Institute of Peace* (USIP), 10 août 2023, lien : <https://www.usip.org/publications/2023/08/two-years-taliban-rule-new-shocks-weaken-afghan-economy> (consulté le 28 octobre 2024).
- « Chinese company proposes \$10bn investment in Afghan lithium reserves », site internet *The Cradle* (News Desk), 15 avril 2023, lien : <https://thecradle.co/articles-id/697> (consulté le 28 octobre 2024).
- Dawi Akmal, « Afghan Oil Production Jumps With \$49 Million Chinese Investment », site internet de *Voice of America* (VOA), 6 février 2024, lien : <https://www.voanews.com/a/afghan-oil-production-jumps-with-49-million-chinese-investment-/7473728.html> (consulté le 28 octobre 2024).
- « En Afghanistan, les talibans promulguent une loi pour « promouvoir la vertu » et interdisent notamment aux femmes de chanter en public », *France Info* (avec *AFP*), 24 août 2024, lien : https://www.francetvinfo.fr/monde/afghanistan/en-afghanistan-les-talibans-promulguent-une-loi-pour-promouvoir-la-vertu-et-prevenir-le-vice-et-interdisent-notamment-aux-femmes-de-chanter-en-public_6741736.html (consulté le 31 octobre 2024).
- Gronlund Melissa, « Taliban pledges to protect Buddhist city by mining underground », *The Art Newspaper* (site internet), 9 octobre 2024, lien : <https://www.theartnewspaper.com>

- com/2024/10/09/taliban-pledges-to-protect-buddhist-city-by-mining-underground (consulté le 28 octobre 2024).
- “How the Taliban took over Afghanistan’s mines”, *The Financial Times* (site internet), 26 juin 2024, lien : <https://ig.it.com/afghan-mining/> (consulté le 28 octobre 2024).
 - Jalliet Aline, « Aline Jalliet, autrice : “En Afghanistan, la voix féminine devient en elle-même une dissidence” », dans *Le Monde* (site internet), 5 septembre 2024, lien : https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/09/05/en-afghanistan-la-voix-feminine-devient-en-elle-meme-une-dissidence_6304516_3232.html (consulté le 28 octobre 2024).
 - “Kazakhstan intends to participate in construction of TAPI gas pipeline”, *Azernews* (site internet), 22 octobre 2024, lien : <https://www.azernews.az/region/232895.html> (consulté le 28 octobre 2024).
 - Kwan Sergey, “Kyrgyzstan and Tajikistan to Test Facilities Prior to Launch of CASA-1000”, *The Times of Central Asia* (site internet), 12 août 2024, lien : <https://timesca.com/kyrgyzstan-and-tajikistan-to-test-facilities-prior-to-launch-of-casa-1000/> (consulté le 28 octobre 2024).
 - « Le Conseil de sécurité de l’ONU entérine à l’unanimité l’accord entre les États-Unis et les talibans », *Le Monde* (avec *AFP*), 10 mars 2020, lien : https://www.lemonde.fr/international/article/2020/03/10/le-conseil-de-securite-de-l-onu-enterine-a-l-unaninite-l-accord-entre-les-etats-unis-et-les-talibans_6032533_3210.html (consulté le 31 octobre 2024).
 - Lema Louis, « Corruption, mensonges et incohérences : la déroute de la guerre en Afghanistan », *Le Temps* (site internet), 12 décembre 2019, lien : https://www.letemps.ch/monde/moyenorient/corruption-mensonges-incoherences-deroute-guerre-afghanistan?srsId=AfmBOor1LyPetomI5FjdB9wuZPOKrKD28jH3SO-ley-Bvk_3ZY6M0COh (consulté le 28 octobre 2024).
 - Mehmood Arshad, “Afghanistan Invests \$35M in Iran’s Chabahar Seaport, Fueling Economic Shift by Extending Trade Connections That Bypass Pakistan », *The Media Line* (site internet), 14 mars 2024, lien : <https://themedialine.org/by-region/afghanistan-invests-35m-in-irans-chabahar-seaport-fueling-economic-shift-by-extending-trade-connections-that-bypass-pakistan/> (consulté le 28 octobre 2024).
 - Merry Baker Marcia, Baker Bob, Vereycken Karel, “Afghanistan 2024 Strategic Investment Outlook, Sovereignty and Security in the era of Eurasian Integration”, Juillet 2024.
 - Miller Phil, “Margaret Thatcher’s support for Afghan djihadists covered up by UK censors“, *Declassified UK* (site internet), 8 septembre 2021, lien : <https://www.declassifieduk.org/margaret-thatchers-support-for-afghan-jihadists-covered-up-by-uk-censors/> (consulté le 28 octobre 2024).
 - “Pakistan Army and Terrorism; an unholy alliance”, site internet de l’*European Foundation for South Asian Studies* (EFSAS), Août 2017, lien : <https://www.efsas.org/publications/study-papers/pakistan-army-and-terrorism%3B-an-unholy-alliance/> (consulté le 28 octobre 2024).
 - Rahmati Fidel, “Education key for Afghanistan’s development, says Abbas Stanikzai”, *Khaama Press News Agency*, 22 février 2024, lien : <https://www.khaama.com/education-key-for-afghanistans-development-says-abbas-stanikzai/> (consulté le 28 octobre 2024).
 - Tariq Mohammad Osman, Kakar Palwasha L., “Religious Leaders, Civil Society Oppose Taliban’s Vice and Virtue Law”, site internet de l’*US Institute of Peace* (USIP), 3 octobre 2024, lien :

- <https://www.usip.org/publications/2024/10/religious-leaders-civil-society-oppose-talibans-vice-and-virtue-law> (consulté le 28 octobre 2024).
- “Three years On: Afghans are paying the price for the world’s neglect”, site internet de *Care International*, 13 août 2024, lien : <https://www.care-international.org/news/three-years-afghans-are-paying-price-worlds-neglect> (consulté le 28 octobre 2024).
 - USAID, “Feasibility Study Khush Tapa Irrigation Canal Ceremony Held” (communiqué), *Reliefweb* (site internet), 10 décembre 2018, lien : <https://reliefweb.int/report/afghanistan/feasibility-study-khush-tapa-irrigation-canal-ceremony-held-endari> (consulté le 28 octobre 2024).
 - “Uzbek Minister: Trans-Afghan railway to take at least five years to complete”, *Amu TV* (site internet), 20 octobre 2024, lien : <https://amu.tv/131650/> (consulté le 28 octobre 2024).